

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Voter, est-ce lutter ?

« **E**N votant pour les candidats communistes, faites du dimanche 18 mars une journée de lutte et de protestation ». Tel est donc l'appel que vient de lancer le Bureau politique du PCF. A cet appel, *l'Humanité* du mercredi 14 mars fait écho en titrant : « Voter communiste c'est lutter ».

Est-ce aussi simple que ce qu'ils disent ? Pour un parti marxiste-léniniste, les élections constituent bien un moment de sa lutte contre le capitalisme. Cependant, comme le prouve toute l'histoire de la classe ouvrière, ce n'est pas sur le terrain électoral que se déroulent les luttes capables de mettre en échec la politique du pouvoir. Un exemple illustrera bien notre propos. Durant des années, les dirigeants du PCF, du PS ont fait miroiter aux millions de travailleurs français, l'idée que l'issue résidait pour eux dans le vote pour la gauche et pour le Programme commun.

Dans le même temps, Giscard et Barre faisaient passer leurs plans du même nom. S'ils pouvaient le faire, c'est que les travailleurs sollicités principalement pour les élections n'étaient pas sérieusement mobilisés, organisés et unis par la seule lutte réellement efficace, car elle s'attaque directement aux profits patronaux : la grève, l'occupation des entreprises, etc.

Faute d'une grande riposte, nous avons donc dû subir et nous subissons encore, les conséquences des plans Giscard-Barre. Si une telle chose a pu se passer, c'est parce que les directions des partis de gauche, du PCF en particulier ont subordonné les luttes véritables aux élections qui pour eux constituent l'axe de toute leur politique.

Quand, aujourd'hui, les mêmes dirigeants appellent les travailleurs à voter pour leurs candidats en disant « voter c'est lutter », ils continuent à entretenir les mêmes illusions. La seule différence avec les années précédentes est qu'ils appellent à voter pour leur parti au lieu de le faire pour l'Union de la gauche.

Le Parti communiste marxiste-léniniste présente en quelques endroits des candidats. Il appelle aussi les travailleurs à voter pour eux. Mais à la différence des dirigeants du PCF nous disons que pour faire échouer les licenciements et lutter contre l'austérité, le principal ce n'est pas de voter mais d'établir un rapport de forces tel qu'il oblige les capitalistes et le pouvoir à reculer. Seule l'action de masse, la grève, les occupations, le refus de s'écraser devant les violences du pouvoir, peuvent créer un tel rapport de forces. Nous subordonnons les élections à cette lutte, c'est là une conception opposée à celle des dirigeants du PCF. Nous pensons que c'est la voie qui peut aboutir au succès.

Henri MAZERAU

La marche des sidérurgistes sur Paris : terminus ou étape ?

MARCHES, manifestations de masse, meetings... ? Oui, pourvu qu'ils renforcent l'unité, la solidarité et l'action qui fait mal aux patrons et à leur gouvernement. L'action dans les entreprises, en riposte aux attaques patronales, aux provocations policières. Non s'ils ne sont que des manœuvres pour récupérer mécontentement et volonté de combat et aussi diviser et affaiblir la lutte.



(Photo HR)

Voir article page 3

Le 9 mars devant Usinor-Denain, avant le meeting organisé par la CGT dans l'usine et où Séguy parlera entre autres de la marche sur Paris

Après le voyage de Carter

Rien n'est réglé au Proche-Orient

CARTER ne sera donc pas rentré de sa tournée au Proche-Orient avec les mains tout à fait vides. L'accord de dernière heure qu'il a pu annoncer en revenant à Washington après un périple de sept jours qui l'a conduit successivement au Caire, puis à Jérusalem, puis de nouveau au Caire.

On ne connaît pour l'instant aucun détail du plan soumis par Carter à Sadate et accepté par ce dernier. On sait simplement que Begin lui a donné un accord de principe, mais qu'il doit encore être ratifié par la Knesseth, le parlement sioniste.

Outre la question protocolaire d'échange des ambassadeurs, deux problèmes fondamentaux restaient jusque-là à régler :
- Le problème du pétrole du Sinaï. Les sionistes qui occupent actuellement le Sinaï et y exploitent le pétrole à leur compte exigent que l'Egypte s'engage par traité à continuer de leur vendre ce pétrole après leur départ. La suspension, en effet, des livraisons iraniennes, depuis que Khomeyni a pris le pouvoir à Téhéran, les place dans une situation très difficile de ce point de vue. Jusque-là, Sadate avait toujours refusé de s'enga-

ger fermement sur ce point. Il se peut qu'il ait reculé ici sous la pression américaine.

- Le problème des territoires occupés et du « lien » que l'Egypte a toujours voulu établir entre la signature du traité de paix avec Israël et le règlement de cette question. Le problème est simple : l'Etat sioniste, qui est lui-même un Etat colonial installé depuis 1948 sur les terres du peuple palestinien, a occupé par la force, en 1967, des territoires, également palestiniens, mais qui étaient sous mandat d'autres pays par décision de l'ONU depuis 1949.

Il s'agit de la Cisjordanie (Jordanie) et de la « bande de Gaza » (Egypte). C'est sur le statut à venir de ces territoires que la négociation butte depuis le début, l'Egypte exigeant, à plus ou moins long terme, l'autodétermination de ces territoires, l'Etat sioniste venant de publier un « plan pour l'autonomie » qui n'est rien d'autre qu'une tentative de légalisation de sa domination et du renforcement de sa colonisation. Comme on le voit, ces deux positions ne sont pas conciliables.

L'annonce par Carter d'un accord laisse donc plusieurs possibilités : ou Israël a cédé, c'est très improbable, ou le problème n'est pas évoqué dans

l'accord, dans ce cas-là, on recommence dans trois mois. Ou Sadate a capitulé. Ce faisant, il est évident qu'il se mettrait de lui-même au ban de la communauté arabe en signant avec l'ennemi sioniste ce qui ne serait qu'un traité de paix séparé. Plusieurs pays arabes ont déjà manifesté l'intention de boycotter économiquement l'Egypte dans cette éventualité.

Tout accord partiel incluant Gaza et pas la Cisjordanie

ne pourrait, lui aussi, être considéré que comme un sinistre marchandage sur le dos du peuple palestinien.

Celui-ci, par le biais de l'OLP, a de toute façon rejeté d'avance toute solution qui sortirait de ces discussions menées en son absence. Des manifestations et des grèves ont lieu depuis une semaine sur l'ensemble des territoires occupés à l'appel de l'OLP.

Serge FOREST

Laos : un petit pays menacé dans son existence même

Voir article page 2

23e congrès du PCF

La stratégie de l'union sur la sellette

Voir article page 5

PORTO-RICO

Andres Cordero est mort à 54 ans

Il avait fait 23 ans de prison

ANDRES Figueiroa Cordero est mort jeudi dernier dans le petit village d'Agüadilla, à Porto-Rico. Nationaliste, Porto-Ricain, il est mort à l'âge de 54 ans, après avoir passé 23 ans de sa vie dans les geôles de l'impérialisme yankee. Il avait été libéré il y a deux ans à cause de son état de santé. C'est pour avoir attaqué l'ambassade américaine, en 1954, que Andres Figueroa avait été incarcéré. Dans une interview donnée l'an dernier, il déclarait : « Il s'agissait d'attirer l'attention sur la situation coloniale de notre peuple. Pour sauver notre pays, il n'y a pas d'autre recours que de donner sa vie. Je le refais un demi-million de fois s'il le fallait ».

Il en principe indépendante, Porto-Rico, réservoir de main-d'œuvre bon marché des Etats-Unis, est en fait une véritable colonie. Les Porto Ricains, par exemple, sont en théorie citoyens américains mais ne bénéficient pas du droit de vote.

Andres Figueroa est mort mais ses compagnons, notamment Lolita Lebron, croupissent toujours en prison depuis 25 ans. Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à sa mémoire, c'est d'exiger leur libération immédiate.



Andres Cordero

Unité des rebellions en Afghanistan

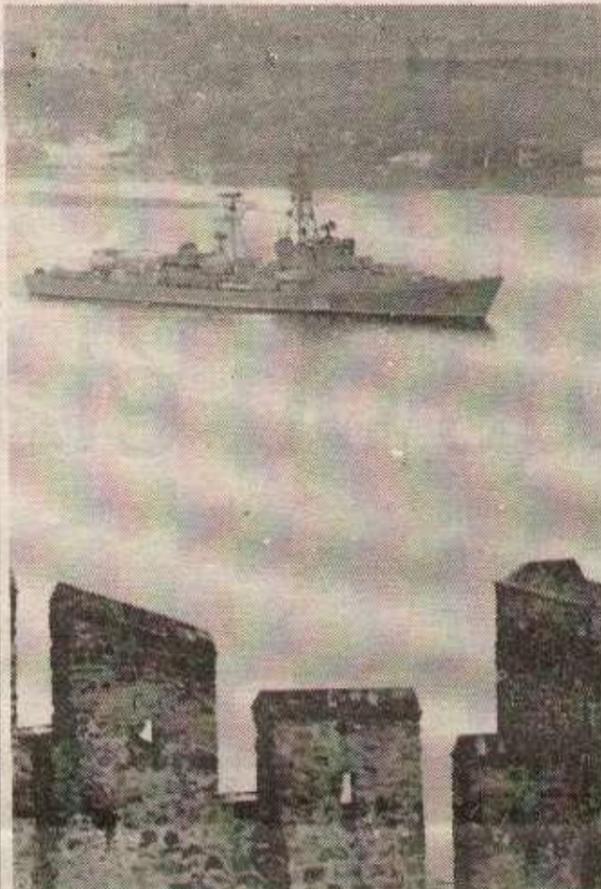
LES trois principaux mouvements de rébellion contre le gouvernement installé par un coup d'Etat militaire pro-soviétique en avril dernier en Afghanistan viennent d'annoncer leur unité pour combattre le régime de Taraki. Il s'agit, pour deux d'entre eux au moins, de mouvements islamiques qui ont très certainement reçu un encouragement moral certain avec la victoire de la révolution iranienne.

Ils ont également annoncé avoir infligé ces dernières semaines aux forces gouvernementales de sérieux coups auxquels le gouvernement a fait répondre en bombardant des villages entiers.

Plusieurs provinces de l'Afghanistan sont en rébellion ouverte contre le pouvoir central depuis la prise de pouvoir du régime pro-soviétique. On a même fait état de l'intervention directe de troupes soviétiques d'origine ouzbek dans la guerre qui se mène dans les hauts plateaux afghans.

L'Iran et le Pakistan se retirent du CENTO

Un nouveau coup dur pour l'impérialisme US



Le Cento couvrait une région particulièrement sensible pour les deux superpuissances. Une nouvelle alliance indépendante entre l'Iran, le Pakistan et la Turquie pourrait la remplacer. Photo : un navire, soviétique passe le Bosphore en direction de la Méditerranée.

CONSEQUENCE logique de la révolution iranienne : le nouveau gouvernement de Teheran a fait savoir dimanche dernier qu'il s'appretait à retirer son pays du CENTO, l'organisation du traité de l'Asie centrale. Fait moins attendu, le gouvernement pakistanais a pris aussitôt la même décision. Le ministre des Affaires étrangères de ce pays a transmis à ses alliés et à la Chine la notification de la décision. Il semble que l'Iran et le Pakistan - ce dernier pays qui réunit désormais les conditions pour adhérer au mouvement des non-alignés - se tournent vers la réactivation d'un autre traité régional, l'organisation pour la « coopération et le dé-

veloppement régional » (RCD en anglais). Ce traité qui a une existence embryonnaire depuis plusieurs années rassemble actuellement l'Iran, le Pakistan et la Turquie de manière indépendante des grandes puissances. D'autres pays de la péninsule arabique pourraient venir le renforcer.

Créé en 1955 sous le nom de « Pacte de Bagdad », sous la houlette de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, le CENTO avait été mis sur pied à l'initiative de Forster Dulles, le grand patron d'alors de la CIA. Il faisait pendant au Moyen-Orient à l'OTAN et à l'OTASE, en Asie du Sud-Est, comme alliance pro-américaine en pleine guerre froide. En 1958, une révolution balayait la monarchie en Irak et ce pays se retirait du traité. Celui-ci prenait alors le nom de CENTO et établissait son siège à Ankara, en Turquie.

Deux ans après la dissolution de l'OTASE, le retrait de l'Iran et du Pakistan du CENTO signifie également, de fait, la dissolution de ce traité et un nouveau pas en arrière des positions de l'impérialisme américain.

La création d'une nouvelle organisation entre pays du tiers monde de la région, Iran, Pakistan, Turquie, et peut-être d'autres, serait une concrétisation des plus importantes de l'unité des pays du tiers monde face aux superpuissances, USA et URSS, et face à l'hégémonie.

S. F.

Laos : un petit pays menacé dans son existence même

LE Laos est un petit pays de trois millions d'habitants. Après avoir rejeté l'impérialisme américain, il accède à l'indépendance le 4 décembre 1975. Sa situation aujourd'hui (comme son histoire) reste peu connue, beaucoup moins que celle du Vietnam et du Cambodge. Et pourtant ce petit peuple qui n'aspire qu'à la paix mériterait bien le soutien de l'opinion mondiale.

Il y a un peu plus de deux mois, quand le Vietnam lançait son agression armée de grande envergure contre le Cambodge, le monde entier, stupéfait, découvrait les appétits expansionnistes de ce pays sur ses voisins. Et pourtant le Cambodge n'était pas le premier à faire les frais de cet expansionnisme vietnamien ; le Laos avait été la première victime mais les choses s'étaient passées « en douceur », pourrait-on dire, ce qui explique le silence qui avait entouré l'opération.

50 000 SOLDATS VIETNAMIENS AU LAOS

Présentes au Laos avant même la libération (les dirigeants vietnamiens se vantaient d'être les libérateurs du Laos), les troupes vietnamiennes n'avaient pas jugé bon d'évacuer le pays en décembre 1975. Expliquable pour des raisons d'entraide entre les trois pays d'Indochine, cette présence militaire prenait une tournure plus bizarre après la victoire des trois pays sur l'impérialisme américain.

Très vite, les ambitions du Vietnam sur le Laos se précisaient : en juillet 1977, un accord de 25 ans était signé entre les deux pays, légalisant la présence

de plus de 50 000 soldats vietnamiens au Laos, soit le double des troupes du pays, sous couvert d'assurer la sécurité.

Se posant en protecteurs de ce petit pays, les dirigeants vietnamiens n'avaient pas hésité à lui proposer leurs « bons offices » pour « l'aider », le prétexte étant : vous manquez de cadres politiques et militaires, nous en avons beaucoup, nous pouvons vous en envoyer pour vous aider à diriger votre pays.

MENACE DANS SON EXISTENCE MEME

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, toute l'administration, la police, l'armée sont en fait doublées par une administration, une police, une armée vietnamiennes. Sans parler des familles de civils vietnamiens qui sont envoyées comme colons cultiver les terres en friche du Laos.

On parle de 150 000 Vietnamiens installés au Laos ces trois dernières années. Ce n'est pas un mince pourcentage sur une population de trois millions d'habitants.

Si on ajoute que la frontière entre les deux pays a été pratiquement supprimée dans le sens Vietnam-Laos, on comprend les

craintes exprimées par de nombreux Laotiens sur l'avenir même de leur peuple et l'existence même de ce pays.

DES FONCTIONS HONORIFIQUES

Mais, peut-on se demander, n'y a-t-il pas eu de réactions des dirigeants laotiens contre cette mainmise du Vietnam ?

Une partie des dirigeants ou des chefs militaires du Pathet Lao (l'organisation qui a mené la lutte armée contre l'impérialisme américain) a vite compris les desseins des dirigeants vietnamiens ; beaucoup ont « disparu » dans les montagnes. Mais une autre partie (non pas qu'elle soit composée de pro-Vietnamiens) a espéré qu'il serait possible de faire entendre raison au Vietnam, sans le dénoncer.

C'est ainsi que Souphanouvong, l'ancien leader du Pathet Lao, a signé les accords de juillet 1977, en espérant qu'il pourrait ensuite faire machine arrière. Mais c'était se lier les mains, car le gouvernement n'avait plus la direction réelle des affaires, ni surtout de l'armée, aux mains des Vietnamiens.

Jugés trop mous dans leur soutien au Vietnam, plusieurs dirigeants n'occupent plus que des fonctions honorifiques. Souphanouvong lui-même est tellement coincé qu'il ne peut plus faire grand-chose : les Vietnamiens prennent les décisions, les ministres laotiens signent...

RÉSISTER

Mais le peuple lao résiste. Résistance souvent passive, comme de préférer laisser pourrir une récolte plutôt que de la livrer aux Vietnamiens. La lutte prend aussi une tournure plus violente. Si on a quelquefois entendu parler des rares maquis pro-américains du Laos, on a, par contre, beaucoup moins d'informations sur les maquis dirigés par d'anciens membres du Pathet Lao. Et pourtant, ils existent et donnent bien du fil à retordre à l'armée vietnamienne.

La tentative de les anéantir se fait au prix d'une répression terrible : de nombreux réfugiés portent les marques du napalm et l'utilisation de gaz toxiques contre certaines minorités nationales a été plus d'une fois dénoncée. Dans ces conditions, quoi d'étonnant si le Laos détient le triste record des pays d'Asie du Sud-Est pour le pourcentage de réfugiés à l'étranger : 250 000 en trois ans.

Mais quoi qu'ils fassent, les dirigeants vietnamiens ne pourront pas atteindre leur but : « Vous pouvez toujours occuper le Laos mais nous n'occuperons jamais le cœur des Laotiens », telle est l'opinion d'un peuple qui veut vivre en paix et être indépendant.

Claude LIRIA

Retour au calme entre les deux Yemen

UN calme relatif semble revenu à la frontière entre les deux Yémen à la suite de l'intervention de la commission de bons offices de la Ligue arabe. Les deux présidents ont accepté de se rencontrer le 28 mars en terrain neutre pour trouver une solution pacifique à leur conflit. La Pravda a accusé dimanche les Etats-Unis « d'attiser le feu » en livrant des armes au Nord-Yémen. On suppose que les 150 conseillers soviétiques et les 2 700 soldats cubains qui viennent d'y être envoyés, en provenance d'Ethiopie, l'ont été pour garder les moutons...

ENGAGEZ VOUS QU'ILS DISAIENT VOUS VERREZ DU PAYS!



La marche sur Paris

Des objectifs à préciser

La Chine ne masse pas de troupes à la frontière du Laos

Le 2 mars dernier, l'Union soviétique publiait une déclaration annonçant que des troupes chinoises se tiendraient massées à la frontière laotienne, prêtes à « envahir le Laos ».

viétnameuse mais aussi soviétique sur le pays. Outre les dizaines de milliers de soldats vietnamiens présents dans ce pays, des militaires cubains et russes s'installent dans les anciennes bases américaines.

En répétant, après Moscou et Hanoï, le même discours inamical envers la Chine, en rompant unilatéralement les accords conclus entre la Chine et le Laos, en saluant « la direction correcte du Parti communiste du Vietnam et le puissant soutien de l'Union soviétique », le gouvernement lao s'enforce dangereusement dans une attitude d'alignement sur Moscou.

Le gouvernement lao a accusé les experts et techniciens chinois qui travaillaient au nord du pays à la construction de routes dans le cadre des accords entre les deux pays, de creuser des tranchées pour préparer une agression de la Chine.

Ces accusations ont été formellement démenties par le gouvernement chinois, ainsi que l'accusation de masser des troupes à la frontière.

Ce que le gouvernement lao ne dit pas, c'est que s'il y a effectivement des problèmes dans le pays, ils ne sont pas dus à la Chine mais à l'emprise soviéto-vietnamienne qui engendre une résistance, armée ou non, du peuple lao lui-même, non seulement au nord mais dans l'ensemble du pays.

C.L.

Un opposant se suicide après une perquisition du KGB

QUATORZE perquisitions ont eu lieu le 6 mars dernier en URSS pour des motifs politiques. L'une d'elles a eu une conséquence tragique puisque la victime de cette opération policière s'est donné la mort peu après en s'empoisonnant. Il s'agit de Mikhaïl Melnik, un historien ukrainien, lié au Groupe de surveillance l'application des accords d'Helsinki.

Enfin, deux jeunes qui avaient crié des slogans hostiles au régime, dans le métro, ont été arrêtés et soumis à un examen psychiatrique. Emprisonnés depuis le 13 janvier ils risquent des peines d'un à cinq ans de camp de travail.

Sihanouk soutient la riposte de la Chine au Vietnam

Le 11 mars, Samdech Norodom Sihanouk a offert un dîner en présence de plusieurs personnalités chinoises, à Pékin. Il a violemment dénoncé « l'agression, l'invasion et la colonisation » de son pays par le Vietnam, ajoutant : « Nous exigeons que le Vietnam respecte dans le plus bref délai l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge. Nous demandons que le peuple khmer soit rétabli dans toute sa dignité d'autrefois et qu'il ait de nouveau droit à la parole et à la liberté, y compris les libertés individuelles ».

COMME on pouvait s'en douter, après les fortes paroles de Barre de samedi dernier, les discussions syndicats-direction d'Usinor de mardi n'ont rien donné si ce n'est la confirmation par le PDG, Etchegaray, de la décision du groupe de fermer l'aciérie de Denain.

C'est dans ce contexte que s'annonce la marche sur Paris décidée par la CGT et qu'organisera seule cette centrale syndicale.

Contexte donc de fermeté patronale et gouvernementale, de division syndicale à quoi il faut ajouter la belle unanimité des grands partis pour réclamer la session parlementaire extraordinaire.

Pour ce qui nous concerne, nous sommes toujours favorables à toute action mobilisant de larges masses de travailleurs et susceptible de faire progresser leur lutte, c'est-à-dire de renforcer et élargir leur unité pour frapper encore plus fort l'ennemi : le patronat et son gouvernement.

Les multiples actions menées avec détermination par les sidérurgistes depuis l'annonce des licenciements, la journée du 16 février dernier à laquelle ont participé de grandes masses de travailleurs, le très large soutien qui s'est manifesté partout en France à l'égard des sidérurgistes et de la

population de Denain ripostant fermement aux provocations et agressions policières, comme l'avaient fait quelques jours auparavant ceux de Longwy : tout cela témoigne de la volonté de lutte des sidérurgistes, de la large solidarité prête à s'exprimer et à se développer en soutien à cette lutte, et de l'aspiration générale des travailleurs à l'unité face à l'offensive patronale et gouvernementale.

Il y a donc de toute évidence les conditions pour mobiliser encore plus largement et développer la lutte des travailleurs.

Le déroulement de la manifestation, samedi à Denain, - rappelons que la délégation CFDT d'environ 120 sidérurgistes de Longwy, si elle fut applaudie par la population, ne fut même pas saluée ni mentionnée dans les discours des dirigeants de la CGT ou élus du PCF, ni encore moins autorisée à prendre la parole - le déroulement de la manifestation le 16 février à Valenciennes, comme l'histoire de la marche sur Paris en 1977 - il s'agissait alors des fermetures d'Usinor-Thionville et Louvroil - tout cela, par contre, nous alerte sur les intentions récupératrices, tout à fait défavorables à la lutte et à l'unité, des dirigeants du PCF à l'égard des aspirations des travailleurs et des conditions favorables à l'élargissement de leur mobilisation.

Voilà qui doit susciter la réflexion et la discussion la plus large parmi les travailleurs, y compris et en particulier dans la CGT.

Gilles CARPENTIER

DES qu'on parle de la marche sur Paris, il faut rappeler celle qui a organisé les sidérurgistes de Thionville, le 19 avril 1977. Ce jour-là, cent cars montent à Paris où défilent 10 000 manifestants pour exiger de l'Assemblée nationale et du gouvernement Barre qu'ils arrêtent « le bras des démolisseurs ».

LA MARCHÉ SUR PARIS... DEJA EN 1977

Ceux du Nord sont là puisqu'on compte treize autocars pour les seuls sidérurgistes du Nord. Pourtant, cette marche apparaîtra après coup à bon nombre de travailleurs d'Usinor-Thionville comme un grand coup d'épée dans l'eau.

Le 19 avril s'ouvrait au Parlement un débat sur la sidérurgie réclamé par la gauche et l'éditorialiste de Liberté (le quotidien régional du PCF) écrivait :

« Les sidérurgistes du Nord et de Lorraine, les mineurs de Lorraine se retrouvent ensemble aujourd'hui face au Palais Bourbon. Le débat à l'Assemblée nationale les intéresse. Il les intéresse tous ».

On ne pouvait mieux accrédi-ter l'idée mystificatrice selon laquelle les travailleurs peuvent attendre quelque chose de bon du Parlement en régime capitaliste mais, bien sûr, à cette époque, à peine sortis des municipales, les états-majors politiques s'engageaient déjà dans la bataille des élections législatives et le PCF présentait au Sénat un projet de loi sur la nationalisation de la sidérurgie autour duquel il menait un grand battage.



Lors de la venue de Séguy à Denain. (Photo HR).

Le fait est que ceux d'Usinor-Thionville comme ceux d'Usinor-Louvroil (venus dans sept cars à la marche sur Paris du 19 avril 1977) allaient connaître une amère défaite.

QUEL EST LE BON TERRAIN ?

La marche sur Paris n'a pas permis à ceux de Thionville d'élever leur combativité et de faire progresser leur lutte. Certes, l'action se développa dans l'enthousiasme mais, et c'est là le problème de fond, les sidérurgistes désertaient leur terrain de lutte.

Les patrons tolèrent parfaitement les actions spectaculaires autant qu'elles ne portent pas atteinte à leurs profits. Par contre, lorsque la lutte est efficace et frappe à leurs coffres-forts

ou les rouages de l'Etat qui est à leur service, alors voyez quelle peur panique les saisit !

Mais les clameurs qui poussent aujourd'hui patronat et gouvernement contre les « violences » ont au moins le mérite de montrer aux travailleurs qu'ils sont sur la bonne voie lorsqu'ils agissent avec détermination.

La marche sur Paris reflètera-t-elle cette détermination ? Rien n'interdit de le penser. Mais, quoi qu'il en soit, une telle manifestation sera-t-elle de nature à impulser vigoureusement la lutte des sidérurgistes vers la victoire ? On peut en douter surtout si l'on pense à Usinor-Thionville.

PRÉPARER LA MARCHÉ

En tout état de cause, cette marche devrait être

sérieusement préparée, notamment par une coordination étroite avec ceux d'Usinor-Dunkerque qui sont à même, par leur action, de porter un coup terrible à Usinor - car le groupe se restructure sur les unités jugées les plus compétitives. D'ailleurs, sait-on déjà que Dunkerque réalise une partie du travail de Denain (ainsi ceux des matagglas au parc ouest).

Et comment mieux préparer la marche et l'après-marche qu'en développant la solidarité ? Solidarité des sidérurgistes de Denain-Longwy-Dunkerque par des actions et des manifestations communes (tantôt en Lorraine, tantôt dans le Nord), des délégations massives d'une usine à l'autre, et solidarité de l'ensemble des travailleurs envers les sidérurgistes.

Rémi DAINVILLE

au cinéma aujourd'hui

Advertisement for a film titled 'et la tendresse?...' by Mono Paul, featuring Jacques Chirac and Giscard d'Estaing. The ad includes a cartoon illustration of two men and the text 'Cordel!'.

Après l'arrêt de la grève à la SFP

COMME nous l'avions prévu hier, la grève de la SFP a été suspendue mardi à 24 h. Dans quelles conditions ? Le débat fut houleux, c'est vrai. Les uns persuadés que suspendre la grève c'était arrêter le conflit, les autres ne voulant pas mêler leur vote aux nombreux non-grévistes qui étaient venus, rassurés par l'annonce des radios et télévision de la fin prochaine de la grève dans leur entreprise, les autres encore soucieux d'obéir à une intersyndicale en qui ils avaient pris une nouvelle confiance. Nous pensons que tous avaient raison.

La division des travailleurs de la SFP sur la suite à donner au mouvement est venue du fait que l'intersyndicale par sa pratique dans la grève depuis une semaine, se trouvait en retrait par rapport au mouvement revendicatif et unitaire de masse des travailleurs de la SFP. La meilleure preuve fut le vote de lundi qui re-

fusait la suspension de la grève par au moins trois cents grévistes (des deux syndicats mêlés) qui n'eurent aucune animosité envers les autres qui, ne faisaient qu'obéir aux propositions de l'intersyndicale de suspendre la grève jusqu'à mardi prochain. (et qui étaient aussi des deux syndicats mêlés).

La reprise du travail ne sera pas facile. Elle mettra à peu près une semaine à se faire. Tous, y compris l'intersyndicale sont persuadés de n'avoir rien obtenu qui puisse nous faire crier la moindre victoire. De toute façon, des décisions dans chaque centre pour la poursuite de l'action en dehors de la grève restent à prendre. La mobilisation pour la semaine prochaine ne sera pas la même qu'avant, mais beaucoup sont décidés à ne pas baisser les bras tant qu'il y aura à la SFP la perspective du moindre licenciement.

Les marxistes-léninistes de la SFP



L'HUMANITE ROUGE - Jeudi 15 mars 1979

Ces deux cartes postales font partie d'une série éditée par les travailleurs de la SFP. Elles sont vendues en soutien à leur lutte.

Centre hospitalier d'Annecy

Des infirmières clandestines mais des patrons au dessus de tout soupçon

POUR faire face à la pénurie d'infirmières, la direction du centre hospitalier d'Annecy (Hte-Savoie) a pris l'habitude, au cours de ces dernières années, de ne pas attendre la publication officielle de résultats du diplôme d'Etat, pour embaucher de jeunes infirmières.

Ainsi, bien que le procédé soit parfaitement illégal, le chef du personnel faisait signer avec la bénédiction du directeur des contrats d'un mois où les jeunes infirmières certifiaient être embauchées comme aides-soignantes bien qu'elles effectuent un travail d'IDE (Infirmière diplômée d'Etat). Il leur était promis un contrat normal à l'expiration du premier.

ALLONGEMENT DU CONTRAT A QUATRE MOIS

Pour faire passer la pilule, un réajustement de paye était généreusement promis, mais celui-ci ne concernait que la période allant de la publication des diplômes à la fin du premier contrat, soit quelques jours seulement. Cette année encore, la direction persiste et signe ! Non seulement ce procédé est encore employé mais le contrat passe de un à... quatre mois !

Un mois en 1978. Quatre mois en 1979. Pourquoi pas un an en 1980 ? C'est en partant d'une telle interrogation que la dernière promotion de l'école d'infirmières a refusé en bloc de signer ce contrat.

LE SOUTIEN DES HOSPITALIERS

Cette action courageuse a chaleureusement été accueillie dans les différents services de l'hôpital. En effet, outre que tout le monde est conscient qu'il s'agit là d'un premier pas conduisant à la dévalorisation du diplôme, cette magouille patronale touche directement tout le personnel infirmier.

Imagine-t-on en effet ce qui se passerait si une infirmière nouvellement diplômée faisait une erreur de transfusion par exemple, qui entraîne la mort d'une malade ? Non seulement sa responsabilité personnelle serait engagée (pour homicide involontaire), mais elle ferait automatiquement passer devant un tribunal toutes les infirmières de son service puisque officiellement... ce malade était placé sous leur responsabilité.

Deux réactions n'ont toutefois pas manqué d'étonner les jeunes diplômées.

Il s'agit tout d'abord de la position malheureuse d'un délégué syndical qui

encourage les jeunes à signer et qui accepte la thèse de la direction selon laquelle il s'agirait d'un simple artifice de procédure.

Il s'agit surtout de l'attitude stupéfiante qui a été adoptée par la directrice de l'école d'infirmières qui, après avoir été consultée par ses anciennes stagiaires, leur a vigoureusement reproché leur action en leur disant « que ce n'est pas à peine rentrée dans l'hôpital qu'il faut commencer à faire de la contestation ».

Belle déclaration qui ne manque pas de piquant quand on sait que cette

brave dame est supposée garantir la qualité de la formation dispensée dans cette école, notamment la formation de législation.

Actuellement, cette lutte est un peu dans une impasse dans la mesure où les jeunes diplômées travaillent sans contrat (puisque elles ont refusé celui qui leur avait été proposé et qu'elles n'ont par conséquent aucune couverture juridique). Cela ne les décourage toutefois pas car elles espèrent bien avec le soutien des sections syndicales obtenir rapidement satisfaction.

Correspondant Annecy

Usines Spirame à Toulouse

Grève dans une usine aux conditions de travail inimaginables

DANS les usines Spirame, à Toulouse, les conditions de travail sont au-dessus de l'imaginable. Le patron, Batmal, se croit tout permis, surtout depuis qu'il a comme conseiller juridique, Tourrou, ancien inspecteur du travail, embauché par Batmal après la grève de décembre 1977 contre la mise en place des équipes.

Tourrou est donc là pour apprendre au patron comment il peut mieux détourner la loi. Ainsi, à Colomiers, les équipes sont généralisées ; à Muret, six ouvrières sont obligées de faire les équipes : « Ça ou la porte » leur a-t-on dit. A Spirame, cela ressemble au bain : interdiction de boire de l'eau sur les chaînes, interdiction de parler, contrôle pour aller au WC, augmentation des cadences.

Mises à pied, avertissements, licenciements abusifs vont bon train. Au niveau syndical, c'est la répression, les déléguées sont suivies quand elles vont sur les chaînes. Pour les heures de délégation,

elles doivent prévenir 24 heures à l'avance et apporter un justificatif. A tout cela s'ajoutent les médecins-flics. A Muret, les ouvrières ont réagi, jeudi 8 mars, elles ont demandé à être reçues par Batmal.

Là, Batmal a perdu de son assurance et veut partir de son usine.

Mais les ouvrières sont vigilantes, elles bloquent sa voiture. Cela n'est guère un problème pour lui, il foncé dans le tas et renverse une ouvrière enceinte. Vendredi matin, 95 % des ouvrières de Muret sont en grève pour :

- Refus des cadences infernales ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- Respect des ouvrières.

Dernière nouvelle : Batmal a lock-outé l'usine de Colomiers, ce que les ouvrières ont fait constater par huissier. Les ouvrières de Muret et de Colomiers ont décidé de faire une assemblée générale commune mercredi matin 14 mars pour décider la poursuite de l'action.

(A suivre)

NIMES

Deux violeurs acquittés !

VERONIQUE E. vrard avait été violée un soir d'octobre 1975 à Marseille. Elle avait porté plainte quatre jours après. Lors d'un premier procès, les deux violeurs Ziani et Capezza avaient été condamnés à cinq ans de prison. Ziani avait précédemment été condamné pour une affaire du même genre qualifiée en l'occurrence « d'outrages aux bonnes mœurs ».

L'affaire du viol était jugée mardi dernier à Nîmes. Ce nouveau jugement a abouti à l'acquiescement scandaleux des violeurs par les jurés.

La victime, Véronique, s'est pratiquement retrouvée en position d'accusée. En particulier un expert, un médecin nommé Bouxione a défendu la thèse communément avancée par tous les violeurs de la terre, selon laquelle la victime aurait été consentante. Le triste expert a expliqué cette thèse de la manière suivante : ayant été enceinte puis s'étant séparée de son fiancé, Véronique avait subi un avortement. Celui-ci et la

rupture avec le fiancé aurait causé chez elle un sentiment de frustration. « Sans pour autant soutenir qu'elle était consentante, nous avons raison de penser qu'elle voulait se venger de son fiancé ».

En somme, bien qu'elle ne soit pas consentante, elle l'était quand même. Ce charlatan, à une question concernant la solidité de ses conclusions, a répondu que cela n'était qu'une hypothèse. Ensuite, il a vivement regretté que les psychiatres ne puissent par examiner les victimes de viol. Sans doute, pour lui, toute femme violée est une malade consentante.

Les violeurs, eux, ont repris la même thèse du consentement de la jeune fille. Parmi les témoins favorables aux violeurs, l'un d'eux qui « aurait fait sa propre enquête » parle de la « soldate victime, une personne qui ne se fait pas violer mais qui viole les hommes dans le quartier ».

Malgré la solide argumentation des défenseurs de Véronique, les jurés ont donné raison aux violeurs. Le procureur général avait demandé dix ans de prison.

RENNES

« Du travail pour tous au pays »

Réunion-débat organisée à l'occasion des cantonales par le PCML. Avec les candidats présentés dans les cantons de :

- Rennes 7 : Soazig Glorennec - 28 ans, animatrice-éducatrice, militante de l'amicale des locataires.

- Rennes 8 : Gaby Navennec - 31 ans, monteur-électricien, syndicaliste.

Avec la participation de travailleurs en lutte du pays de Redon.

Jeudi 15 mars, 20 h 30 Centre social, Carrefour 18, rue d'Espagne (près de l'avenue de Crimée dans la ZUP-Sud).

La stratégie de l'union sur la sellette !

LA tribune de discussion du 23e congrès se poursuit dans les colonnes de *l'Humanité* et de l'hebdomadaire *France Nouvelle*. A la date du 12 mars, trente-six contributions ont été publiées dans *l'Humanité* et six dans *France Nouvelle*. Commencé sur le ton morne de la défense et illustration des thèses officielles, le débat prenait, vendredi 9 mars et à nouveau mardi 13 mars, un tour critique. Il s'agit de la publication d'une série de contributions portant sur la question de l'union, et sur la notion de « bilan global positif » des pays socialistes dont au moins six expriment des désaccords avec le projet de résolution. Trois ont pour auteurs des « intellectuels critiques » relativement en vue : Antoine Spire, Jean Rony et Georges Labica.

Cette publication ne s'est pas faite sans certaines précautions. Deux jours plus tôt, *l'Humanité* donnait la parole à l'un des responsables du PCF de l'usine Chausson pour un

Quand la critique a droit de cité

couplet à forte coloration ouvriériste visant à disqualifier par avance les opinions des « intellectuels contestataires » : « *Beaucoup trop de personnes, se recommandant des travailleurs, ont parlé en notre nom alors qu'ils ne connaissent pas toujours nos conditions de vie. Je pense au volume des écrits d'un certain nombre de camarades qui pensent peut-être aider au développement de la démocratie dans notre parti en développant leurs thèses dans les journaux de la bourgeoisie sous prétexte que leur théorie n'est pas retenue comme stratégie du parti.* »

Précédées de ce préambule, les contributions critiques furent suivies, dès le lendemain, de réponses. Réponses

dont on peut mettre en doute le caractère spontané puisque l'une, signée F. Damette, cellule Paris 1 géographie, est celle d'un membre suppléant du Comité central, tandis que l'autre, signée par un certain P. Sotura, cellule Jean Conrad des compteurs Schlumberger, section de Colombes, émane du responsable fédéral des Hauts-de-Seine, membre du CC (1).

Ces réponses, et particulièrement celle faite par Sotura, méritent certaines remarques.

(1) La présentation des contributions telle qu'elle est faite nous laisse dans l'ignorance de ces détails puisque le degré de responsabilité de l'auteur est passé sous silence.

Quatre membres titulaires ou suppléants du Comité central et le secrétaire national de la JC ont déjà eu droit aux colonnes de la tribune : P. Sotura, F. Damette, A. Halbeher, J. P. Magnon et P. Zarka.

La problématique alliance avec le PS en débat

LA question du bilan à tirer de l'échec électoral de mars et de la rupture de l'Union de la gauche occupe une place relativement importante dans la tribune de discussion du 23e congrès. En effet, un tiers des contributions ont abordé pour tout ou partie ce point.

Le projet de résolution s'en tenant à la réaffirmation péremptoire selon laquelle le PCF est exempt de responsabilité dans la mésaventure électorale de mars 1978. On comprendra que la discussion sur ce point ne soit pas close aussi facilement.

Certains vont jusqu'à poser la question du bien fondé de cette stratégie d'union de la gauche : « Au

lieu de détacher de la mystification réformiste des millions de travailleurs (ce qui devrait être notre but) en recherchant un compromis privilégié avec le PS, nous renforçons le courant réformiste et contribuons objectivement au sauvetage du capitalisme » (G. Lacombe).

D'autre se contentent de poser la question problématique de l'avenir de l'Union de la gauche avec un PS que le projet de résolution identifie à quelques nuances près aux giscardiens (Sotura parle de la « fascination » que Giscard exercerait sur le PS). La réponse fournie par F. Damette (membre suppléant du CC) à ces interrogations légitimes ne manque pas de laisser perplexe. Damette explique que « la

social-démocratie c'est une mécanique bien huilée qui s'appuie sur le mécontentement et la volonté d'améliorer leur sort des larges couches populaires, afin de les canaliser dans le sens de l'aménagement et de la pérennisation (Cela veut dire faire durer) du système capitaliste, afin de développer chez elles les idées de collaboration de classes ».

Et il poursuit : « C'est avec ce Parti socialiste, auquel nous ne demandons pas de devenir un parti révolutionnaire comme le nôtre, qu'il s'agit de s'allier. Ne nous dissimulons pas les difficultés du problème ».

Voilà qui ressemble à s'y méprendre à une stratégie en forme de cul-de-sac !



S'embarquer à nouveau dans le cul-de-sac de l'Union de la gauche ou rejeter cette stratégie qui conduit les travailleurs à la défaite.

A la recherche d'un responsable de l'échec de mars 78

JUSTIFIER le bien fondé du « choix irrévocable » en faveur de l'Union de la gauche malgré sa faillite avérée il y a un an, tel est l'objectif ambitieux que s'est fixé Sotura, membre du comité central, dans sa contribution.

L'argument qu'il lui faut essayer de réfuter est en gros le suivant : « Admettons que le PS comme vous le dites ne soit pas révolutionnaire par nature. Il ne peut donc être tenu pour responsable. Dès lors c'est le parti communiste, parti révolutionnaire, qui est le seul responsable de tout échec ». En effet, s'il est difficile de faire grief à un parti bourgeois d'être ce qu'il est ; on peut à bon droit se poser des questions sur la clairvoyance d'un parti qui se prétendant révolutionnaire conduit avec obstination les travailleurs à l'impasse.

Sotura explique que « contrairement à ce qu'avancent certains, nous n'avons pas d'illusions sur le Parti socialiste ». A l'appui de cette affirmation il invoque le rapport confidentiel présenté par Marchais en 1972 devant le comité central qui assurait ne pas « perdre de vue la nature profonde » du partenaire socialiste.

Bref, pendant six ans, les dirigeants du PCF ont imposé aux travailleurs l'idée d'une issue avec un gouver-

nement PC-PS, ils ont fait voter pour Mitterrand candidat président, pour donner de la crédibilité à cette affaire ils ont paré un PS remis en selle par leurs soins des vertus du progressisme. Ils ont même imposé au mouvement syndical et à la CGT en particulier une subordination totale aux objectifs électoraux de l'Union de la gauche contribuant grandement à démobiliser la classe ouvrière face aux offensives des plans Barre (les élections devaient nous débarrasser de ce fleau !). Mais eux les dirigeants du PCF savaient où ils allaient « ils ne se faisaient pas d'illusions sur le PS ». Tout ça ressemble fort à de la manipulation.

En réalité le débat sur la responsabilité de l'échec de mars, à savoir si c'est la faute du PS ou bien celle du PCF ou bien encore, (comme le suggère clairement Sotura (1)), des travailleurs eux-mêmes coupables de s'être illusionnés, en masque un autre bien plus fondamental.

La question à poser en effet après six ans de programme commun est celle de la validité d'une telle stratégie. Car si l'on fait le bilan qu'en est-il ressorti. Deux choses : la spectaculaire remontée d'un parti bourgeois et une série de coups encaissés sans riposte valable de la part des travailleurs. Les luttes ayant

été subordonnées par le PCF lui-même, et quoiqu'en disent aujourd'hui ses dirigeants, aux objectifs électoraux. Au total ne faut-il pas discerner dans ce bilan un renforcement de la bourgeoisie plutôt que son affaiblissement. La leçon de mars c'est qu'il faut renoncer à cette stratégie d'union de la gauche qui mène la classe ouvrière à la défaite.

Et le correctif proposé par la direction du PCF consistant à mettre l'accent sur l'union à la base et non sur les accords de sommet ne changent rien. Le projet de résolution indique que « la solution du problème difficile (de l'union avec le PS) ne peut provenir que de l'essor du mouvement populaire ».

Mais qu'est-ce que le mouvement populaire dont on parle ici. Quel rôle doivent y jouer les militants du PCF ? Vendredi dernier un communiqué du bureau politique du PCF nous apprend que le vote communiste aux cantonales « c'est aussi le moyen efficace de prolonger la lutte ». C'est précisément l'air qu'on a entendu pendant six ans.

Dans le même temps, sur le terrain à Denain ou Longwy, le même PCF organise la division d'avec les militants de la CFDT qu'il tente d'isoler et organise des actions minoritaires et coupées des masses contre les importations de minerai. Union à la base,



essor du mouvement populaire, ce ne sont en fait que de belles formules pour dissimuler le souci des dirigeants du PCF qui est de se refaire une santé face au PS, de resserrer des rangs entamés par un doute légitime, de faire avancer leur politique sortie bien mal en point de la faillite de mars.

Le succès de la lutte contre les licenciements, le renfor-

cement de l'unité de combat de la classe ouvrière c'est autre chose.

Pierre MARCEAU

(1) Sotura écrit : « Ce n'est donc pas dans notre activité, dans nos défauts qu'il faut chercher la cause de l'échec. Puisqu'il n'y a pas d'effet sans cause, il faut chercher la cause ailleurs [...]. »

On doit constater que nos efforts (du PCF) dans ces six dernières années de luttes opiniâtres ne sont pas parvenus à obtenir que suffisamment de Français et de Françaises s'engagent dans le combat pour le changement ».

En somme, les dirigeants du PCF en sont rendus au point où pour faire aboutir leur politique infaillible qui a connu l'échec ils devraient « charger de peuple » comme disait Brecht.

PARIS

Foyer Fondary : non à l'expulsion, pour un relogement !

LE 2 mars, les 138 locataires de l'hôtel-taudis du 89, rue Fondary (Paris 15e) ont invité les organisations du 15e et les autres comités de lutte parisiens pour aider à faire de leur rassemblement du vendredi 16 mars 1979 à 18 h 30 à la mairie du 15e un succès. Etaient présents le PS, le PSU, le PCML, le MRAP, l'ASTI, l'UL-15e-CFDT, Le Quinzimard (journal local), le groupe femmes 15e, l'antenne 15e SOS-refoulement, l'intercomité du Marais et bien sûr le comité de soutien Fondary (absence habituelle du PCF et de la CGT (UL-15e) qui n'ont pas « eu le temps »).

UNE SITUATION PRECAIRE

Les locataires nous ont expliqué le but du rassemblement : depuis le procès du 3 octobre 1977, ils s'inquiètent du pourrissement de la situation de ni-expulsion, ni-relogement.

Ils s'inquiètent de l'indifférence générale des autorités, des députés contactés, des syndicats, des grands partis. Alors qu'ils sont sous la menace permanente de l'expulsion et de la dispersion brutale. Ils s'inquiètent aussi du problème des cartes de résidence qui pour les Algériens (ils le sont tous au foyer) viennent à échéance cette

année, en 1979. Jusqu' alors, ces cartes étaient renouvelées pour 5 ou 10 ans. Stoléru, le ministre des procès et des expulsions, a dit qu'il y aurait sursis pour un an, après on verrait...

Mais les travailleurs al-

situation précaire ou même illégale de l'immigré pour le rendre plus docile, moins revendicatif.

Alors plus de congés, plus d'absence maladie, drame d'un licenciement au moment du renouvellement ce qui l'interdirait, etc.

tent de la répression qui s'abat sur leurs camarades de la Sonacotra en lutte pour le droit au logement.

POUR LE RELOGEMENT

A Fondary, ils réclament le droit au relogement comme pour tous les autres travailleurs (mais ils voient bien que ceux des travailleurs français ne sont pas satisfaits non plus). Ils veulent se battre pour que Stoléru et le propriétaire, M. Béline ne fassent pas d'une pierre deux coups : résoudre cette lutte par l'expulsion du foyer de ceux qui n'auraient pas été expulsés de France... et refaire payer des loyers sous quittance dans ce taudis aux derniers restants.

Ils ont réaffirmé leurs revendications, être relogés premièrement : tous ensemble ; deuxièmement : dans le 15e ; troisièmement : avec statut de locataire ; quatrièmement : avec un confort correct et un loyer compatible avec leurs ressources.

Ils savent que l'écart entre leurs revendications et les intérêts de la bourgeoisie sont irréductibles. Mais ils ne veulent pas mendier, ils luttent pour un droit complet et c'est cette lutte

gériens en France ne veulent pas d'une aumône. Ils ont des droits, ils le savent.

Tout ça à cause de la crise du capitalisme, des patrons qui s'en mettent plein les poches et restructurent, des maquereaux de l'interim...

Deux logement sur trois sont construits par eux chaque année. Ils ne sont pas dupes : Stoléru et le patronat par le biais du chantage au non-renouvellement des cartes de résidence se ménagent deux possibilités, soit « départ » forcé administratif, soit mise en

Ils s'inquiètent, les locataires de Fondary, du chômage (plus de la moitié d'entre eux y sont) et de la campagne raciste qui l'accompagne. Ils répètent avec force que la crise, c'est pas de leur faute ! Ils s'inquiè-

taire qui les protégera le mieux contre l'expulsion.

Depuis cinq ans, ils ne paient plus de loyers, mais depuis quinze ans, il n'y a pas eu de travaux d'entretien dans l'hôtel. La situation est devenue difficile.

Malgré les décisions de justice, le propriétaire ne fait toujours pas de travaux si ce n'est dans le bistrot au rez-de-chaussée.

Ce que veulent exprimer les locataires de Fondary par ce rassemblement c'est la nécessité de ne pas se contenter de vagues promesses, de pétitions, de ne pas se laisser diviser, isoler, d'unir dans l'action pour gagner les droits ensemble les travailleurs français et immigrés. Des difficultés actuelles ils en sont cons-

cients. La principale est d'être seul, sans organisation, dans l'indifférence des autres.

La force des travailleurs c'est le nombre : pour oser lutter, les locataires immigrés de Fondary l'ont dit à leur manière : venez au rassemblement appuyer leur exigence de ne pas être expulsés sans relogement et d'avoir le droit de résider en paix en France.

Note : Le comité de soutien aux Fondary se réunit tous les vendredis au 17, rue de l'Avre. Mo La Motte-Picquet à 20 h.

Correspondant 15e

PTT

Bouliste en région parisienne

DANS le langage PTT, on les appelle les boulistes (*). Leur travail, suivant l'endroit où ils se trouvent, est très variable. Situés au bas de l'échelle hiérarchique, auxiliaires ou préposés, ils sont parmi les plus mal payés. Manque d'effectifs, outils de travail en mauvais état, équipement insuffisant : l'administration à la solde des Giscard-Barre s'en moque pas mal. Elle n'accorde quelque chose que contrainte par la lutte. De cela, certains boulistes en ont bien conscience, c'est pour cela qu'ils travaillent à unir leurs camarades. C'est une des conditions pour organiser une action forte, seule capable de faire aboutir des revendications qui sont les mêmes pour tous. Voici ci-dessous, d'après une correspondance, quelles sont les conditions de travail des boulistes.

Le manque d'effectifs entraîne l'augmentation des tours du samedi après-midi ainsi que des courses supplémentaires par bouliste en semaine. Ce service est rendu très dur, en particulier dans la région parisienne par les mauvaises conditions de circulation et les intempéries : pluie, vent, froid, etc. Les motos sont en mauvais état ; l'éclairage manque souvent, les freins sont défaillants, etc. L'habillement n'est pas approprié à la conduite des motos : le casque ne protège de rien alors que l'on sait que des casques intégraux sont en attente au centre d'habillement d'Arcueil, car, bien sûr, il faut bien que nos mauvais casques actuels soient écoulés. Qu'importe la sécurité des travailleurs ; dans notre société, la seule chose qui compte, c'est le profit et les PTT n'échappent pas à la règle ! Les vêtements de pluie (noirs, nos ministres ont beaucoup de goût !) sont de vrais passoires... Il est vrai que l'administration a mis à notre disposition des bavettes « réfléchissantes » ! Appréciez l'attention ! Par temps de pluie, les pieds baignent dans l'eau des surbottes réfléchissantes

(oranges) qui doivent certainement coûter fort cher à l'administration !

PAR CONTRE, SANCTIONNER, ÇA, L'ADMINISTRATION, ÇA LA CONNAIT !

Par contre, ce que sait bien faire l'administration, c'est sanctionner les travailleurs qui lui tiennent tête. En effet, ce jour-là, il y avait du verglas. Nous avons refusé de rouler et, de fait, nous nous sommes retrouvés en grève sans préavis. L'administration a sauté sur l'occasion pour nous mettre des PV et nous inscrire sur ses tablettes qui doivent s'épaissir depuis quelques temps, vu la combativité des postiers ».

Les boulistes ne sont pas décidés à se laisser faire et il y a quelques idées dans l'air dont ils parleront au bon moment.

(*) Ce sont les préposés chargés des transports de courrier.



Le foyer-hôtel rue de Fondary à Paris.

Nord - Pas-de-Calais 95 licenciements annoncés à la SMAC

LA SMAC entreprise du bâtiment a une envergure nationale, elle est divisée en secteurs qui interviennent sur les chantiers pour effectuer l'étanchéité des toitures et terrasses. Cinquante-cinq licenciements sont prévus à la SMAC de Wambrechies (Nord) les quarante restants se répartissent sur les secteurs de Dunkerque, Arras et Valenciennes.

La riposte ne semble pas facile à assurer du fait que les travailleurs

sont dispersés en temps normal sur de multiples chantiers.

Correspondance faite à la demande d'un travailleur de la SMAC

Des actions de solidarité avec ceux de la sidérurgie

Crédit lyonnais :

Une motion de solidarité a été élaborée par la commission exécutive de la CGT et acceptée à l'unanimité le 22 février. Elle a été envoyée à la fédération des banques, à la confédération et aux syndicats. Elle réclamait

la coordination des lutte (des banques assurances, SFP, sidérurgie).

Thomson Malakoff et Bagneux :

Dans ces deux usines en réponse à l'appel des deux confédérations CGT et CFDT, le jeudi 8 mars ont eu lieu des débrayages avec prise de parole en signe de solidarité avec ceux de Denain qui, la veille, s'étaient affrontés durement aux flics. Quatre tracts explicatifs avaient été diffusés le matin. A Bagneux, 250 travailleurs environ ont participé à un débrayage qui a duré une demi-heure.

A Malakoff, il y avait 400 travailleurs dont notamment les agents techniques, toujours en lutte qui après avoir débrayé un quart d'heure dans le cadre de leur lutte se sont joints aux autres travailleurs pour un quart d'heure de plus.

Correspondant banlieue Sud-Ouest

Consommation



Des nombreux articles dans les journaux, des émissions de radio ou de télévision ont évoqué les problèmes de l'alimentation en France. Notre journal s'en est fait l'écho (de façon à mon avis un peu rapide d'ailleurs). Derrière le bourrage de crâne de cette période de crise, derrière les informations déformées voire pseudo-scientifiques, y compris venant du corps médical, derrière les habitudes aussi, nees il est vrai des conditions socio-économiques, que peut-on dire ?

On nous dit : « Les gens mangent trop et trop riche », « ils sont trop gros », « ils mangent trop de graisses et trop de viandes ». Certaines vont jusqu'à dire : « Mangez moins de viande et plus de pain » ! Voyez Simone Veil, n'a-t-elle pas fait imprimer au printemps dernier un petit jeu des sept familles où, pour gagner, il fallait consommer du pain et des féculents quasiment à chaque repas. Pourtant, sur le plan diététique, ce n'est pas forcément vrai.

Car que constate-t-on ? Que l'obésité est assez fréquente et que ce n'est pas une bonne chose car elle favorise, au bout de quelques années l'apparition de diabète et de cholestérol et triglycérides (graisses du sang). Il est vrai aussi qu'une augmentation des graisses du sang favorise l'apparition d'artériosclérose (1) abimant les artères (et maintenant en conséquence, artérite, angine de poitrine, infarctus).

Mais d'où cela peut-il venir ? Faut-il en déduire que beaucoup de gens en France mangent trop et « trop riche » ? Non, et c'est là qu'il y a tromperie. Car c'est en fait une alimentation de mauvaise qualité qui fait grossir outre mesure et qui est source de troubles

métaboliques (2) comme disent les médecins.

Un exemple caractéristique : pendant le service militaire, la plupart des appelés (70 à 80 %) prennent du poids. Est-ce donc que l'ordinaire s'est amélioré et qu'on y mange bien ? Non, les appelés mangent mal, beaucoup de palates et de pain, c'est-à-dire des féculents, et il n'est pas rare que l'ordinaire soit immangeable et il faut alors se rattraper sur ce qu'il est possible de manger « vite fait, bien fait » : du pain (sandwiches) et des gâteaux, c'est-à-dire encore des féculents.

Un autre exemple : c'est un fait reconnu que les gens travaillant de nuit ont tendance, sur un plan statistique, à prendre du poids (on laisse de côté ici d'autres problèmes médicaux dus au travail de nuit et en particulier au travail en équipes type 3 X 8). C'est qu'en fait, il y a, le plus souvent, absorption de repas mal équilibrés (casse-croute...)

Il est donc sans doute vrai que l'alimentation d'une grande partie des travailleurs en France n'est pas bonne et qu'elle est à l'origine de l'obésité et des troubles métaboliques ; il y a surcharge de féculents (pommes de terres, pain et biscottes, riz, pâtes...) et de sucre. De même, la charcuterie et les graisses de mauvaise qualité (telles qu'en contient d'ailleurs la charcuterie bon marché) sont certainement consommées de façon trop importante.

On ne peut pas dire que l'alimentation est trop riche et trop importante ; elle est mal équilibrée et il faudrait pouvoir remplacer en partie les féculents par les légumes non-farineux (les crudités, les « légumes verts » : carottes, haricots verts, to-

mates, poireaux, endives...). De même la consommation de charcuterie et de graisses devrait être diminuée au profit des viandes et poissons.

QUELS SONT LES OBSTACLES ?

Le premier, c'est le prix. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer le prix du pain, des pommes de terre, des pâtes, du riz... avec celui des légumes (endives, poireaux, haricots verts, salades, choux...). De même la charcuterie est souvent moins chère que les viandes et les poissons.

Le deuxième obstacle, quoique moins évident, n'en est pas moins tout aussi important : c'est le temps de préparation nécessaire. Il est beaucoup plus rapide et pratique de faire de la charcuterie, des pâtes, des frites, que de faire des légumes. Quant au sandwich, c'est... du pain et de la charcuterie le plus souvent. Où prendre le temps nécessaire pour manger sainement quand on a déjà le travail, le ménage, la vaisselle, les enfants... ? N'est-ce pas seulement le socialisme et la socialisation des tâches ménagères qui le permettront ?

Correspondant Rennes

(1) L'artériosclérose est un dépôt bouchant les artères ; au niveau des jambes, cela entraîne de l'artérite pouvant aller jusqu'à la gangrène ; au niveau du cœur, cela entraîne de l'angine de poitrine et l'infarctus.

(2) Troubles métaboliques : troubles de la transformation des sucres ou des graisses dans l'organisme.

BLOC-NOTES

TOURS

Montages-diapos sur la justice et l'art en Chine

Deux soirées sont organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises.

Le mercredi 14 mars : un montage-diapos intitulé : « Le peuple chinois devant l'art impérial et révolutionnaire » présenté par un professeur de philosophie à la suite d'un voyage sur l'art.

Le jeudi 15 mars : un montage-diapos sur la justice en Chine présenté par deux juges ayant effectué un voyage-enquête sur la justice.

Ces deux soirées auront lieu au CNP (cinéma national parallèle) rue des Ursulines à Tours.

MARSEILLE

Débat sur la lutte du peuple corse

Le débat organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) aura lieu le vendredi 16 mars à 20 h 30 à la Fraternité de la Belle de mai - 7, boulevard Burel à Marseille.

Le PCML vient d'éditionner de nouvelles plaquettes

DOSSIERS

3F

Quelques éléments pour comprendre

LE CONFLIT VIETNAM-CAMBODGE



DOSSIERS

0,5F

LA NOUVELLE LOI-CADRE AGRICOLE



Passez vos commandes

Qu'est-ce que c'est ?

Parti communiste marxiste-léniniste

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements. N'écrivez pas au dos des chèques !

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Druas
Commission paritaire N° 57 932
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

INTERVIEW D'EDMOND SIMEONI

Rompres définitivement avec les clans dits de gauche en Corse

«D'un côté, vous vous donnez une façade revendicative; de l'autre, vous cautionnez les complices de la politique de droite avec des gens soi-disant de gauche» dit-il aux dirigeants du PCF de Corse



Meeting de l'UPC à Marseille

AU mois de janvier dernier, l'UPC tenait un grand meeting à Marseille. La veille, son local avait été plastiqué. Edmond Simeoni, un des leaders de cette organisation nationaliste légale, avait bien voulu nous accorder une longue interview et nous l'en remercions. Parmi les problèmes abordés (voir bimensuel No 48), un est aujourd'hui particulièrement d'actualité à la veille des élections cantonales, celui de la politique des partis de gauche et notamment du PCF. En voici de larges extraits.

On sait comment le PC agit : il n'improvise pas. Il estime, à mon avis qu'il y a une évolution qui s'est faite, il commence à la prendre en compte. Mais il ne la prendra en compte que plus la poussée nationaliste sera forte.

Après, il est possible qu'il se mette en première ligne. Je crois que c'est une grosse erreur que font la plupart des militants, pas seulement chez nous en Corse, mais ailleurs, ils confondent trop facilement l'appareil et les militants.

L'APPAREIL

Ils voient les dirigeants du Parti et les principaux rouges, les cadres du parti qui ont quand même une influence par leur formation politique, leur niveau de vie ; la bureaucratie tout ça, ce qui fait qu'autour de cette bureaucratie il y en a quand même quelques uns qui ont des avantages indirects. Mais la base ce n'est pas du tout ça.

L'appareil, quand il est en difficulté dénonce, il excommunie : alors là, celui qui est excommunié de façon intelligente commence à faire le procès non pas de l'appareil, mais du communis-

me, il tombe dans l'anticommunisme primaire. Dans ce cas, ils regroupent toute leur base.

Le PCF, ce n'est pas ça. Il faut leur dire : « On accepte le dialogue sur tout ». Je leur dis : « parlons de la démocratie, parlons de vos élus... »

LES ÉLUS ET LES CLANS

Dernièrement, ils me disaient : « Comment pourrions-nous institutionnaliser notre collaboration ? ». Moi, j'ai dit : « C'est très simple, demain matin, une seule déclaration : nous rompons définitivement — je ne dis pas

avec la France ni avec la droite — nous rompons définitivement avec les clans dits de gauche en Corse. Vous dites ça, on commence à travailler ensemble. Ne le demandez pas pendant que vous cautionnez les complices de la politique de droite en Corse avec des gens soi-disant de gauche. Vous vous donnez une façade revendicative, un bon alibi en vous battant avec nous dans la rue. Et puis de l'autre côté, vous continuez à soutenir des maires, des conseillers généraux... qui sont des réactionnaires. C'est pas possible. D'ailleurs, chez nous, il n'y a personne qui marche ».

D'ailleurs, ils essaient de se justifier. Ils disent : « S'il n'y avait pas notre pression à nous, ces gens-là seraient encore plus marqués à droite ». Mais c'est pas valable. Je dis que si le PC n'avait pas soutenu les radicaux de gauche en Corse depuis vingt ans, ils n'y seraient plus ; nous n'en serions pas là. Alors, tout ça pour développer des maires, des conseillers généraux et des strapontins.

C'est avec la pression de leur base qu'il faut travailler. Par exemple, quand ils disent « ce sont des gens de droite », il faut expliquer à leurs militants, leur dire « comment vous pouvez expliquer que vous soutenez Giacobbi ? Pourquoi votre parti n'a jamais pris une position contre les trusts agraires ? Contre les colons ? Jamais ils n'ont pris position. Ils ont dit « il faut intégrer tout le monde ». Moi, je suis d'accord pour intégrer les continentaux et les rapatriés, mais pas les colons. Parce que c'est politique ; c'est pas parce qu'il s'appelle Dupont ou Mohammed.

Pendant quinze ans, nous avons combattu les banques, les trusts, les sociétés multinationales, les Montedison, les Somivac. On n'a jamais combattu les ouvriers.

Il faut que les forces de gauche deviennent conséquentes avec elles-mêmes, que sous le label de « gauche » elles ne cautionnent pas une pratique de droite ; autrement, ce n'est pas possible.

On s'est toujours battus ensemble. Ils ont même fait des grèves sans préavis et contre l'avis de leurs dirigeants. Le parti a dit « oui, vous comprenez, c'est pas opportun, ce sont des aventuriers, ils vont tout saccager ». Ce fut par exemple le cas, au moment des manifestations (très violentes) contre la suppression de ligne de chemin de fer.

Un parti communiste autonome en Corse, avec ce qui s'est passé ces vingt dernières an-

nées, il n'aurait pas voté les délices du pouvoir, c'est-à-dire les combines, les pensions, la fraude électorale, ils seraient dix fois plus puissants.

Maintenant l'échéance. Ils n'ont pas pu acquérir des gens parce qu'ils ont un comportement politique qui peut se justifier pour des gens opportunistes, mais qui ne peut pas se justifier pour des révolutionnaires. C'est comme si moi je m'alliais à la droite : où je vais ?

L'UNITE OUI, MAIS PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX

On peut s'unir avec des gens qui ont la même philosophie, des approches un petit peu différentes, où les intérêts fondamentaux sont quand même clarifiés. Je ne peux pas me battre avec des types sous prétexte qu'ils ont un nom corse et qui ont mille hectares et qui jouissent du système ; alors ce serait trop facile. Je crois que le PC est en train d'évoluer manifestement. Quand on voit la rétrospective, sous la pression de sa base, c'est important. Ils nous ont attaqués quelquefois avec une grande violence : kollabos, traîtres, droite, fascistes... J'ai toujours insisté auprès des camarades, je leur ai dit : ne faites pas le procès du communisme, faites le procès de l'appareil dirigeant et la fraternité avec la base. Parce que quand ils l'attaquent comme ça, tu réagis en disant : mais c'est le communisme qui est en cause. Tout le monde vient en disant c'est comme la droite. Quand ils sont en difficulté, ils attaquent.

Note : En Corse, les organisations nationalistes appellent à l'abstention pour les cantonales.

Communiqué de la section corse du PCML

« Notre parti, qui soutient la lutte du peuple corse, pour la reconnaissance de ses droits nationaux, a réalisé un dossier sur la Corse (*) avec la participation de nombreux travailleurs et militants du peuple corse, afin de développer une plus grande solidarité avec les trente emprisonnés corses. Pour cela, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) appelle tous les communistes, les démocrates, les patriotes, à venir nombreux à la soirée culturelle du 15 mars à Ajaccio organisée par le collectif de Corti, pour marquer leur protestation contre la répression qui s'abat chaque jour contre le peuple corse et contre l'emprisonnement de plus de trente patriotes.

Au moment où les clans s'agitent lors des cantonales pour défendre leurs intérêts bourgeois et pour masquer les véritables problèmes, tous, nous devons participer à cette soirée et apporter notre soutien aux emprisonnés et à leurs familles ».

(*) Il s'agit du bimensuel No 48. Vous pouvez encore commander des exemplaires en vous adressant à l'administration Boite Postale de l'Humanité rouge.

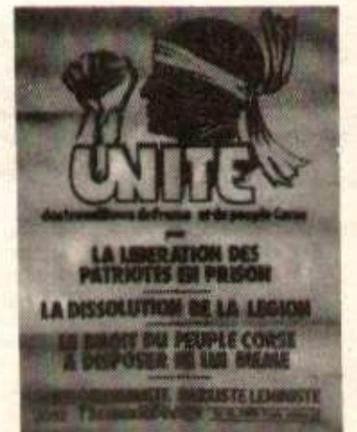
A propos des attentats des barbouzes

Dans la nuit de vendredi à samedi, le FLNC (organisation nationaliste clandestine) avait organisé une « nuit bleue » : 31 plastiquages contre des organismes bancaires « parce qu'ils sont utilisés comme moyen d'oppression et d'aliénation de notre peuple », a-t-il été écrit dans un tract laissé sur place.

Les mercenaires au service du pouvoir, les fameux barbouzes, ont, eux, pour mission de s'attaquer aux militants nationalistes et à leurs familles.

Dans notre édition d'hier, nous avons publié le communiqué concernant l'attentat commis contre le CIGP (14, rue de Nanteuil - Paris 15e) par les barbouzes. La veille, cette officine armée du pouvoir avait perpétré une douzaine d'attentats en Corse : 4 à Bastia, 6 dans la plaine orientale (région d'Aléria), 1 à Ajaccio, 1 à Calacuccia. Sauf dans ce dernier endroit, ils visaient tous des personnes connues pour leurs sentiments nationalistes (membres ou sympathisants de l'Unione di u populu corsu - UPC). Dans la soirée du 4 mars, c'était la demeure familiale de Xavier Belgodere — secrétaire général de l'UPC — qui était plastiquée et d'autres encore.

Pour sa part l'UPC estime que face à la violence du pouvoir il faut surtout « des actions de sensibilisation, d'explication, des réunions publiques (...) » (E. Simeoni, extrait de l'interview).



Affiche réalisée par le PCML